

432

	H.D.	
	D.H.D.	
	INFO.	
	TRADE	
	AGRI.	
	LEGAL	
	FIN & DEV.	
	SCI & ENGL.	
	SUPP. AC.	
	ADM.	

TO ALL

# International

# International Telex

///

**Western Union International, Inc.**



- Inc. International Telex Western Union International, Inc.**

**Inc.**

11

# Telex

# ration

SUGGERE QUE, SI CEL JEVENAIT INDISPENSABLE, LE PARLEMENT  
S ASSOCIE AU RECOURS EN CARENCE QUE LA COMMISSION POURRAIT  
INTRODUIRE CONTRE LE CONSEIL.

LA COMMISSION A TENU JEUDI SOIR UNE NOUVELLE REUNION OU ELLE  
DEVAIT SE PREPARER AUX DEBATS QUE LE CONSEIL 'AFFAIRES  
GENERALES' DOIT CONSACRER LA SEMAINE PROCHAINE, ENTRE AUTRES,  
AUX PROBLEMES BUDGETAIRES : RESSOURCES PROPRES ET DISCIPLINE  
BUDGETAIRE NOTAMMENT. IL N'EST PAS EXCLU QU'UN PROGRES  
SIGNIFICATIF SUR CES DEUX VOLETS PERMETTENT DEJA L'ADOPTION DU  
BUDGET RECTIFICATIF ET SUPPLEMENTAIRE 84 ET DU BUDGET 85.

## 2.2 CONSEIL PECHE (10.9)

LE CONSEIL, QUI S EST DERoule DANS UNE ATMOSPHERE POSITIVE ET  
CONSTRUCTIVE, A PU RESOUDRE TOUS LES POINTS A L'O.J. PAR  
CONSENSUS SANS RECOURIR AU VOTE.

### A) VOLET INTERNE

LE CONSEIL EST PARVENU A UN ACCORD SUR LES MESURES DE  
CONSERVATION LES PLUS URGENTES PRISES ACCESSOIRES DE POISSONS  
BLANCS LORS DE LA PECHE AU TACAUD NORVEGIEEN JUSQU'AU 31 MAI  
1985 ET MODIFICATION DES TAC ET QUOTAS POUR LE HARENG ET LE  
SPRAT.

### B) VOLET EXTERNE

#### - USA

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD DE PRINCIPE POUR LA CONCLUSION  
D UN NOUVEL ACCORD DE PECHE REMPLACANT CELUI CONCLU EN 1977 (Y  
COMPRIS SUR LA CLAUSE DE DENONCIATION ET LA REPARTITION ENTRE  
ETATS MEMBRES DES DROITS DE PECHE DANS LES EAUX AMERICAINES).

#### - MADAGASCAR

LE CONEIL A AUTORISE LA COMMISSION A ENTAMER DES NEGOCIATIONS  
EN VUE DE LA CONCLUSION D UN ACCORD AVEC CE PAYS.

#### - AUTRES PAYS

LE CONSEIL A PRIS ACTE D UN RAPPORT ORAL DE LA COMMISSION  
CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET, NOTAMMENT, LA  
GUINEE-BISSAU, LA GUINEE, LA REPUBLIQUE DU CAP VERT, LA GAMBIE  
ET LA MAURITANIE.

## 2.3 ACIER : AUGMENTATION DES PRIX MINIMA

LE COREPER EST CONVENU DE SUGGERER AU CONSEIL DE PRENDRE ACTE  
LORS DE SA PROCHAINE SESSION DE L'ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE DE  
CONSULTATION AU SUJET DE L'AUGMENTATION DES PRIX MINIMA POUR  
CERTAINS PRODUITS SIDERURGIQUES (NOTRE DERNIER TELEX).

## 2.4 COOPERATION EN MATIERE DE SANTE

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL DEFINI DANS LE PLAN  
D'ACTION SOCIAL A MOYEN TERME, M. RICHARD A FAIT ADOPTER UNE  
COMMUNICATION AU CONSEIL SUR LA COOPERATION EN MATIERE DE SANTE  
PUBLIQUE, COMMUNICATION DESTINEE A UNE REUNION DES MINISTRES DE  
LA SANTE, QUE LA PRESIDENCE ENVISAGE DE CONVOQUER AVANT LA FIN  
DE L ANNEE. LA COMMUNICATION PROPOSE UNE ACTION CONCERTEE AU  
PLAN COMMUNAUTAIRE SUR TROIS DOMAINES PRIORITAIRES, LA  
TOXICOMANIE, LE TABAGISME ET LA LUTTE CONTRE LES MALADIES  
INFECTIEUSES.

## 2.5 VINS : DISTILL ON DE BONNE FIN

LA MISE EN OEUVRE DE LA DISTILLATION DE VINS DITE DE ''GARANTIE DE BONNE FIN '' COMMENCERA LE 16 SEPTEMBRE SELON LLS MODALITES APPLIQUEES DEJA AUX DISTILLATIONS ANTERIEURES DE CE TYPE. CETTE DECISION DE LA COMMISSION, PRISE EN L'ABSENCE D'AVIS DU COMITE DE GESTION DU VIN, PORTE SUR 10,2 MIO D HECTOLITRES DE VIN, CE QUI REPRESENTA POUR LE BUDGET COMMUNAUTAIRE UNE CHARGE DE 250 MIO ECUS ENVIRON.

## 3. RELATIONS EXTERIEURES

### 3.1 COOPERATION POLITIQUE

UNE REUNION MINISTERIELLE DE COOPERATION POLITIQUE S EST TENUE LE 11 SEPTEMBRE A DUBLIN.

#### AMERIQUE CENTRALE

LES MINISTRES ONT DISCUTE DE LA REUNION AVEC LES PAYS DE L AMERIQUE CENTRALE ET DU GROUPE DE CONTADORA QUI SE TIENDRA A SAN JOSE LES 28 ET 29 SEPTEMBRE, ET DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF POLITIQUE SERA DE MARQUER L APPUI DES DIX AU PROCESSUS DE CONTADORA.

#### CHILI

LES MINISTRES ONT FAIT PART DE LEUR PREOCCUPATION DEVANT LES DERNIERS ACTES DE VIOLENCE ET DE REPRESSION, QUI ONT CAUSE AU MOINS NEUF MORTS. CES EVENEMENTS FONT RESSORTIR LA NECESSITE QUE LES AUTORITES CHILIENNES, EN COOPERATION AVEC LA POPULATION, CONSENTENT DES EFFORTS SERIEUX ET SOUTENUS TENDANT AU RETABLISSEMENT DE CONDITIONS DEMOCRATIQUES. EN CE ONZIEME ANNIVERSAIRE DE L ARRIVEE AU POUVOIR DU REGIME, CETTE NECESSITE EST PLUS QUE JAMAIS PRESSANTE.

#### EST-OUEST

DISCUSSION DU REPORT DE LA VISITE EN ALLEMANGE FEDERALE DE M. HONECKER. LES MINISTRES SONT D ACCORD SUR LA NECESSITE DE MAINTENIR LES CONTACTS AVEC LES PAYS DE L EUROPE DE L EST, NOTAMMENT L UNION SOVIETIQUE. EN POLOGNE, LA SITUATION S'EST QUELQUE PEU AMELIOREE ET UNE CERTAINE REPRISE DE CONTACT AU NIVEAU POLITIQUE EST PROJETEE.

#### MOYEN-ORIENT

LES DIX REFLECHIRONT ULTERIEUREMENT SUR LA MANIERE LA PLUS UTILE DE CONTRIBUER DE FACON POSITIVE A LA SOLUTION DES PROBLEMES.

TERRORISME ET IMMUNITES DIPLOMATIQUES : LES MINISTRES ONT ADOPTE LA DECLARATION CI-APRES :

''AT THEIR MEETING ON 11 SEPTEMBER, THE FOREIGN MINISTERS OF THE TEN CONSIDERED THE INCREASINGLY SERIOUS PROBLEM OF INTERNATIONAL TERRORISM AND THE ABUSE OF DIPLOMATIC IMMUNITY AND HOW THE TEN SHOULD RESPOND TO THIS PHENOMENON.

CONFIRMING THAT THE GUIDING PRINCIPLE OF THE TEN IS TO MAKE NON CONCESSIONS UNDER DURESS TO THOSE WHO PRACTICE TERRORISM, THE MINISTERS AGREED A SET OF MEASURES DESIGNED TO STRENGTHEN EXISTING COOPERATION.

THEY DECLARED THEIR READINESS TO CONSIDER COMP ACTION IF ONE MEMBER OF THE TEN WERE TO SUFFER A SERIOUS TERRORIST ATTACK INVOLVING ABUSE OF DIPLOMATIC IMMUNITY''.

AFRIQUE DU SUD : LES MINISTRES ONT ADOPTE LA DECLARATION CI-APRES

''THE TEN DISCUSSED THE RECENT EVENTS IN SOUTH AFRICA, IN PARTICULAR THE ELECTIONS TO THE COLOURED AND INDIAN ASSEMBLIES, THE ARRESTS AND DETENTIONS OF LEADING FIGURES INVOLVED IN THE BOYCOTT, AND THE VIOLENCE AND RIOTING IN THE BLACK TOWNSHIPS.

INSOFAR AS SOUTH AFRICA'S NEW CONSTITUTION IS CONCERNED, THE TEN RECALL THAT THE INTERNATIONAL COMMUNITY HAS EXPRESSED ITS VIEWS ON THIS IN DISCUSSION OF UN SECURITY COUNCIL RESOLUTION 554 OF 17 AUGUST.

THE TEN CONSIDERED THAT THE RECENT VIOLENCE AND RIOTING IN BLACK TOWNSHIPS, SUCH AS SHARPEVILLE, REFLECTED, INTER ALIA, THE FRUSTRATION OF BLACK SOUTH AFRICANS AT THEIR DELIBERATE EXCLUSION FROM SOUTH AFRICA'S POLITICAL LIFE AND AT THE DENIAL OF ADEQUATE POLITICAL MEANS THROUGH WHICH TO EXPRESS THEIR GRIEVANCES. THE TEN HAVE CONSISTENTLY CALLED FOR AN END TO APARTHEID AND FOR CONSTITUTIONAL ARRANGEMENTS IN SOUTH AFRICA WHICH WILL INCLUDE ALL SOUTH AFRICANS FULLY AND EQUALLY IN THE

POLITICAL PROCESS. THE RECENT EVENTS UNDERLINE ONCE AGAIN THE NEED FOR EARLY PROGRESS IN THIS DIRECTION IF FURTHER CONFLICT AND VIOLENCE ARE TO BE AVERTED.

THE TEN ARE ALSO CONCERNED AT THE ARREST AND DETENTION OF THOSE INVOLVED IN THE BOYCOTT, IN PARTICULAR THE LEADERS OF THE UNITED DEMOCRATIC FRONT AND THE AZANIAN PEOPLE'S ORGANISATION. THEY AGREED THAT THEY SHOULD EXPRESS THIS CONCERN TO THE SOUTH AFRICAN AUTHORITIES AND SEEK THE IMMEDIATE RELEASE OF THOSE DETAINED WITHOUT CHARGE.

THESE NEGATIVE DEVELOPMENTS ARE IN CONTRAST TO MORE POSITIVE DEVELOPMENTS IN RELATIONS BETWEEN SOUTH AFRICA AND ITS NEIGHBOURS.

### 3.2 AMERIQUE CENTRALE

LE COREPER A MIS AU POINT, POUR CE QUI LE CONCERNE, LA PARTIE ECONOMIQUE DU PROJET DE COMMUNIQUE CONJOINT QUI SERA SOUMIS A LA CONFERENCE MINISTERIELLE ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES ETATS D'AMERIQUE CENTRALE QUI SE TIENDRA A SAN JOSE DE COSTA RICA LES 28 ET 29 SEPTEMBRE ET OU LA COMMISSION SERA REPRESENTEE PAR M. PISANI.

(CE PREMIER TEXTE FERA ENTRETEMPS L'OBJET D'ECHANGES DE VUES ENTRE LA DELEGATION DE LA COMMUNAUTE ET LES REPRESENTANTS DES ETATS D'AMERIQUE CENTRALE).

### 3.3 CHINE - OUVERTURE DES NEGOCIATIONS

CE JEUDI, A EU LIEU A BRUXELLES, LE PREMIER ROUND DE NEGOCIATIONS EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COOPERATION COMMERCIALE ET ECONOMIQUE DESTINE A REMPLACER L'ACTUEL ACCORD COMMERCIAL (NOTRE TELEX DU 13 JUILLET).

(LA COMMISSION ENTEND MENER ACTIVEMENT CES NEGOCIATIONS DANS LA PERSPECTIVE DU VOYAGE QUE LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP DOIT EFFECTUER EN CHINE DU 24 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE).

### 3.4 CONSEILS DE COORDINATION PAYS MEDITERRANEEN

LES GROUPES DU CONSEIL ET LA COMMISSION S ATTACHENT ACTUELLEMENT A LA PREPARATION DES PROCHAINS CONSEILS DE COOPERATION AU NIVEAU MINISTERIEL POUR LESQUELS LES DATES SUIVANTES SONT ENVISAGEES

- JORDANIE (PREMIERE SESSION DU CONSEIL) : 22/23 OCTOBRE.
- MAROC 26/27 NOVEMBRE.
- CHYPRE : (SI LA DEMANDE EN EST FAITE OFFICIELLEMENT) 17/18 DECEMBRE.

### 3.5 SUEDE : VISITE DE M. PISANI

M. PISANI A EFFECTUE LA SEMAINE DERNIERE UNE BREVE VISITE EN SUEDE OU IL S EST ENTRETENU AVEC M. PALME ET LES AUTORITES GOUVERNEMENTALES RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES ACTUELLES DE LA SUEDE ET DE LA COMMUNAUTE AINSI QUE DES PERSPECTIVES DE COOPERATION, NOTAMMENT EN AFRIQUE.

CETTE COOPERATION/COORDINATION COUVRIRA TANT CERTAINS PAYS (ETHIOPIE, TANZANIE, MOZAMBIQUE, ZAMBIE ET SADDEC) QUE CERTAINS THEMES (DESERTIFICATION, RECHERCHE ET EVALUATION).

AVEC L ACCORD DU GOUVERNEMENT SUEDOIS, M. PISANI COMPTE PRENDRE L'INITIATIVE D UNE RENCONTRE MINISTERIELLE ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES PAYS DE L AELE SUR CES THEMES AINSI QUE SUR L'ALIMENTATION.

### 3.6 TEXTILES : ARRANGEMENTS BILATERAUX

#### A) EC/BANGLADESH

CONSULTATIONS WITH BANGLADESH WILL TAKE PLACE IN DHAKA ON 15 AND 16 SEPTEMBER IN ACCORDANCE WITH THE PROVISIONS OF THE BILATERAL TEXTILE AGREEMENT WITH A VIEW TO INTRODUCING A QUANTITATIVE RESTRICTION ON EXPORTS OF SHIRTS FROM BANGLADESH TO FRANCE AND THE UK.

#### B) PORTUGAL

A LA SUITE DE DEMANDES D AJUSTEMENTS EXCEPTIONNELS PRESENTEES PAR LE PORTUGAL AU PRINTEMPS DERNIER, LES CONVERSATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET CELUI-CI SE POURSUIVENT. LE CONSEIL DES 17 ET 18 SEPTEMBRE SERA VRAISEMBLABLEMENT SAISI DES CAS LES PLUS DIFFICILES.

### 3.7 AIDE ALIMENTAIRE 1985

LA COMMISSION A ADOPTE LE PROJET DE REGLEMENT FIXANT LES REGLES D APPLICATION, LES QUANTITES DISPONIBLES, LES PRODUITS SUSCEPTIBLES D ETRE LIVRES ET LES BENEFICIAIRES POTENTIELS DE L AIDE. ELLE PROPOSE QUE SON EXAMEN SOIT ENTAME SANS DELAI POUR QU'IL PUISSE ETRE APPROUVE LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE APRES L ARRET DU BUDGET 1985.

AFIN DE DONNER A L'AIDE ALIMENTAIRE UN CADRE STABLE ET FLEXIBLE A LA FOIS, LA COMMISSION PROPOSE QUE LE CORPS MEME DU REGLEMENT SOIT DORENAVANT D APPLICATION PLURIANNUELLE ET QUE SEULES LES ANNEXES PORTANT SUR LES BENEFICIAIRES, LES PRODUITS ET LES QUANTITES SOIENT FIXEES ANNUELLEMENT EN FONCTION DES DISPONIBILITES BUDGETAIRES.

LES QUANTITES ET PRODUITS PROPOSES SONT LES SUIVANTS (LES QUANTITES CORRESPONDENT AUX INSCRIPTIONS DES CREDITS BUDGETAIRES PROPOSEES PAR LA COMMISSION DANS L AVANT-PROJET DE BUDGET 1985. DE CE FAIT, LA COMMISSION SE RESERVE LE DROIT DE MODIFIER A TOUT MOMENT CES PROPOSITIONS NOTAMMENT EN FONCTION DE L ABOUTISSEMENT DE LA PROCEDURE BUDGETAIRE) :

- CEREALES ; PREMIERE TRANCHE : 927.663 T., DEUXIEME TRANCHE 232.337 T.
- LAIT EN POUDRE : MAXIMUM 150.000 T.
- BUTTEROIL : MAXIMUM 40.000 T.
- SUCRE : MAXIMUM 11.000 T.
- HUILE VEGETALE/HUILE D'OLIVE : MAXIMUM 12.600 T.
- AUTRES PRODUITS : QUANTITE EQUIVALENTE A 162.000 T. DE CEREALES.

POUR CE QUI CONCERNE LA LISTE DES PRODUITS, LA COMMISSION PROPOSE DEUX AUTRES TYPES: BISCUIT, ET 'TABLETTES DE LAIT' AU TITRE DE 'RATIONS DE SURVIE' DANS DES CAS D'URGENCE EXTREMEMENT LIMITEES.

### 3.8 DROIT DE LA MER : COMMISSION PREPARATOIRE (GENEVE 13.8-5.9)

LA PREMIERE NEGOCIATION A HUIT (USA, JAPON, ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE, ITALIE, PAYS-BAS) EN DEHORS DE LA CONFERENCE S EST CONCLUE LE 3 AOUT A GENEVE. L'ACCORD OFFICIALISE AU NIVEAU DES GOUVERNEMENTS, L ARRANGEMENT DEJA NEGOCIE PAR LES SOCIETES PRIVEES EN 1983 POUR RESOUDRE TOUS LES CONFLITS DE REPARTITION DES SITES MINIERES DANS LE PACIFIQUE. (CET ARRANGEMENT A ETE VIVEMENT CRITIQUE PAR L URSS ET LE G.77 AU DEBUT DE LA CONFERENCE MAIS LE GROUPE DE L EST N EST PAS PARVENU A CE STADE A FAIRE PRENDRE EN CONSIDERATION UNE RESOLUTION LE CONDAMNANT).

CETTE SESSION A PERMIS DE DEGAGER UN PROGRES SIGNIFICATIF : UN COMPROMIS ACCEPTE PAR 4 INVESTISSEURS PIONNIERS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION (FRANCE, JAPON, URSS, INDE) A ETE EGALEMENT PRESENTE A D AUTRES PAYS NON SIGNATAIRES (ALLEMAGNE, BELGIQUE, ITALIE, PAYS-BAS, ROYAUME-UNI) AINSI QU AU CANADA ET ACCEPTE PAR EUX. CET ACCORD FIXE UN CALENDRIER POUR LA RESOLUTION DES RECOUVREMENTS POSSIBLES DE SITES MINIERES ET ENVISAGE L. ENREGISTREMENT OFFICIEL DES DEMANDES DE SITES D EXPLORATION A PARTIR DE MARS 1985. CAR SI LES OCCIDENTAUX ONT RESOLU LEURS PROBLEMES (VOIR CI-DESSUS), LE PROBLEME DU SITE RUSSE RESTE ENTIER (LE SITE DE L INDE SE TROUVE DANS L'OCEAN INDIEN ET NE POSE PAS DE PROBLEME ).

LE DERNIER-JOUR, LE PRESIDENT WARIOBA A ANNONCE QUE LA DEMANDE DE L ALLEMAGNE DE POUVOIR DISPOSER D'UN SITE D EXPLORATION POUR SON INDUSTRIE AVAIT RECU UN ACCUEIL FAVORABLE MAIS QUE LA DECISION NE SERAIT PRISE QU'EN MARS 1985 A LA CONDITION QUE L ALLEMAGNE SIGNE LA CONVENTION.

LA SIGNATURE DE LA CONVENTION PAR LA COMMUNAUTE DEVRAIT ETRE APPROUVEE PAR LES 10 AVANT LA DATE LIMITE DU 9.12.1984. UN PREJUGE FAVORABLE EXISTE ACTUELLEMENT DU FAIT DE LA SIGNATURE PROBABLE DE PLUSIEURS ETATS MEMBRES EN PLUS DES 5 AYANT DEJA SIGNE.

### 3.9 CODE DE CONDUITE CONFERENCES MARITIMES

-----

LE CONSEIL A PRIS ACTE DU QUATRIEME RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LA RATIFICATION PAR LES ETATS MEMBRES DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE A UN CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES.

LES EXPERTS DES ETATS MEMBRES, DE LA COMMISSION ET DE CERTAINS PAYS TIERS MEMBRES DE L'OCDE, SE SONT MIS D'ACCORD SUR UN PRO.ET DE DECLARATION CONCERNANT LA PARTICIPATION DES COMPAGNIES HORS CONFERENCE A DES TRAFICS QUI RELEVANT DU CODE.

### 4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

-----

#### 4.1 COMITES ISSUS DU CONSEIL EUROPEEN DE FONTAINEBLEAU

-----

##### A) EUROPE DES CITOYENS

-----

A L'INITIATIVE DE M. NARJES, LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL SUR L'EUROPE DES CITOYENS. LE CONSEIL EUROPEEN DE FONTAINEBLEAU AVAIT DEMANDE QUE LA COMMUNAUTE ADOPTE 'DES MESURES PROPRES A RENFORCER ET A PROMOUVOIR SON IMAGE AUPRES DES CITOYENS ET DANS LE MONDE 'ET DECIDE D'INSTITUER UN COMITE AD HOC POUR PREPARER ET COORDONNER CES ACTIONS. (LA COMMISSION Y SERA REPRESENTEE PAR SON SECRETAIRE GENERAL).

LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION EXPOSE L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DANS LES DOMAINES DE COMPETENCE COMMUNAUTAIRE (CIRCULATION DES MARCHANDISES, SUPPRESSION DES FORMALITES AU PASSAGE DES FRONTIERES, EQUIVALENCE DES DIPLOMES, ETC...). ELLE INDIQUE LES POINTS OU LES DOSSIERS EN SOUFFRANCE DOIVENT ETRE DEBLOQUES, AINSI QUE LES MESURES COMPLEMENTAIRES A PREVOIR POUR REALISER L'OBJECTIF DU CONSEIL EUROPEEN.

**B) QUESTIONS INSTITUTIONNELLES**  
-----

A LA SUITE DE NOMBREUSES CONSULTATIONS ENTRE LES GOUVERNEMENTS ET LE PRESIDENT DU CONSEIL EUROPEEN, LA MISE EN PLACE DE CE COMITE DEVRAIT INTERVENIR PROCHAINEMENT. (LA COMMISSION Y SERA REPRESENTEE PAR M. ANDRIESSEN).

**4.2 FONCTIONNEMENT ET EXPLOITATION DU TELEX HEBDOMADAIRE DU  
-----  
SECRETARIAT GENERAL**  
-----

VOUS RECEVREZ PAR LA PROCHAINE VALISE UNE NOTE CIRCULAIRE EXPOSANT LES CONDITIONS D ELABORATION DE CE TELEX ET RAPPELANT LES OBJECTIFS POURSUIVIS AINSI QUE LES PRECAUTIONS A PRENDRE AU NIVEAU DE SON EXPLOITATION SUR PLACE. UN BREF QUESTIONNAIRE Y EST JOINT : VOS REPONSES NOUS SERONT TRES PRECIEUSES.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

International Telex

WUW

Telex

Western Union International